



HAL
open science

À quoi bon désertter ?

Léna Dormeau, Jacopo Rasmi

► **To cite this version:**

| Léna Dormeau, Jacopo Rasmi. À quoi bon désertter ?. *Multitudes*, 2025, 97. hal-04864027

HAL Id: hal-04864027

<https://hal.science/hal-04864027v1>

Submitted on 4 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

À quoi bon désertter ?

Controverses et stratégies

Léna Dormeau & Jacopo Rasmi

Le 10 mai 2022, un groupe de jeunes diplômé·e·s d'Agro Paris Tech adressent à la salle, en guise de discours de fin d'année, un appel qui fait mouche. Ils et elles « refusent de servir ce système » et ont collectivement « décidé de chercher d'autres voies, de construire [leurs] propres chemins ». Leur intervention, filmée, deviendra « virale » dès sa mise en ligne (plus d'un million de vues à ce jour sur YouTube)¹. Le mois suivant, ce sont de jeunes agronomes de l'ENSAT qui leurs emboîtent le pas, saluent l'initiative de leurs homologues et répondent à l'appel qui leur a été lancé, comme un réseau informel de résistance s'organisant par prises de parole filmées interposées. À elleux donc d'apporter leur soutien et de réitérer des choix de lexique ; bifurquer, rappellent-illes, « ne veut pas dire fuir ses responsabilités » mais bien, à l'instar de leurs camarades, considérer qu'il est nécessaire d'« investir une autre voie que celles empruntées majoritairement en sortie d'école d'ingénieur·e agronome² ». La sortie de l'essai *Lettre aux ingénieurs qui doutent* d'Olivier Lefebvre (ancien salarié d'une start-up de véhicules autonomes) surfe sur cette vague en 2023 et résonne longuement et transversalement dans la presse : du *Monde* à *LundiMatin*. Au début de l'année 2024, loin des cérémonies des formations d'élite, le malaise du secteur agricole se manifestera, lui, avec le bruit des tracteurs et l'odeur du fumier dans une mobilisation historique quoique controversée.

L'exception à contextualiser

Comme de nombreux phénomènes contemporains, celui de déserteur·euse·s arrive jusqu'à nous à travers les canaux de l'information médiatique et son économie de l'attention spectaculaire. Ces gestes de désertion – revendiqués, diffusés sur les réseaux sociaux et commentés dans les médias – sont apparus souvent comme des surprises exceptionnelles dépourvues de contexte et d'histoire. Ils surgissent et s'imposent à nous comme des événements sans ramifications politiques, à la façon d'une performance scénique taisant l'héritage social et militant qui en constitue pourtant le ferment. Dans les revendications portées par les jeunes agronomes, l'incitation publique à la désertion se veut être un mot d'ordre politique, tels qu'avaient pu l'être les slogans de la fédération communiste anarchiste en 1912, lorsqu'elle appelait à « désertter la caserne » pour ne pas s'incliner devant une patrie « qui n'est pas la nôtre ».

Plus transversalement, afin d'appréhender au mieux ce refus d'une certaine loyauté envers une formation d'excellence – et le milieu professionnel immédiatement annexe – il est impératif de le recontextualiser dans une vague générale d'abandons des positions professionnelles. Sur-représenté depuis le Covid et directement relié à la pandémie, cet élan démissionnaire (autrement appelé : bifurcation, réorientation, « retour à ... la terre/ la nature/ l'essentiel/l'important ») s'est observé

¹ Voir, parmi les différentes versions, la vidéo en ligne par la chaîne dédiée *Desagroquibifurquent* : <https://www.youtube.com/watch?v=5DMLLfevFM>

² Voir la vidéo en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=lmgIpum4QOc>

bien au-delà des seules classes supérieures protagonistes de ce dossier³. Au-delà de l'horizon contemporain, il est important de rappeler que les pratiques et les pensées de la désertion ont scandé l'histoire du salariat moderne, entre les 19^e et 20^e siècles. Le « *rifiuto del lavoro* », émergé et théorisé dans l'Italie des années 1960 et 1970 au sein de la gauche dite « *operaista* », en constitue une étape célèbre et de plus en plus évoquée dans le domaine militant. Mais existent également des phases plus précoces et moins connues, comme celles ayant marqué le début du siècle dernier. La chercheuse Francesca Coin les a observées et commentées à travers de nombreuses études d'histoire économique : au début du XX^e siècle, le *turnover* dans les usines Ford, par exemple, était gigantesque (370 %) et constituait un problème central pour la gestion de la production⁴. Pour cette sociologue du travail, l'infidélité des travailleurs·euses s'explique en grande partie par un manque structurel de reconnaissance et de protection. Celui-ci avait été temporairement dépassé dans une période de conquêtes sociales et de sécurisation de l'emploi, pour revenir ensuite en temps de précarisation galopante de la main d'œuvre dans la plupart des secteurs.

La spécificité de la fragilisation des conditions du travail dans la période actuelle serait une certaine diagonale sociale et professionnelle concernant des territoires disparates, incluant des métiers traditionnellement considérés comme favorisés. L'étude du cas italien par Francesca Coin, par exemple, identifie des gestes endémiques de démission dans des métiers aussi différents que la restauration, la recherche scientifique, les supermarchés ou encore le médical. Ces métiers hétérogènes sont caractérisés par des formes profondes d'épuisement et d'insatisfaction générées par l'imposition de conditions de travail flexibles et précaires, mais également par des pressions productives intolérables, une dégradation des structures institutionnelles, ou encore une dissonance éthique par rapport aux finalités poursuivies.

Sont-ils fatalistes ?

Dans ce dossier, nous nous sommes intéressé·e·s, en particulier, au segment des professions intellectuelles et des diplômées, vouées en théorie à occuper des positions privilégiées d'organisation ainsi que de production de connaissance dans l'organisme social. En somme, la désertion qui a retenu en priorité notre attention est celle des soi-disant « cadres », qui en définitive représentent moins une élite restreinte qu'une partie non négligeable de la population française. Selon l'INSEE, en effet, en 2021 ces catégories « cadres » et « professions intermédiaires » couvrent plus de 40% de la population active, devant des secteurs comme celui des ouvriers (19,1%) ou des employés (26,2%)⁵. Plus précisément, nous avons ciblé dans ce domaine certains secteurs emblématiques tels que le champ de l'ingénierie et celui de la recherche, à la fois proches de nos trajectoires personnelles et d'un certain débat public contemporain. Malgré le prestige et les (potentiels) salaires, ces domaines sont affectés par des malaises et des désertions significatives, qui peuvent se justifier tant par la complicité avec des projets socio-économiques jugés injustes et écocidaire, que par la dégradation des conditions du travail : deux causes d'une perte de sens majeure.

³ Voir à ce propos : Yann Moulner Boutang, « La lune de la grande démission, le doigt de la valeur travail », *Multitudes*, n° 90, 2023, p. 7-17.

⁴ Francesca Coin, *Le grandi dimissioni*, Turin, Einaudi, 2023.

⁵ Nous nous référons aux chiffres du rapport « Emploi, chômage, revenus du travail - Édition 2022 » (30/06/2022), accessible en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6453692?sommaire=6453776>

Dans ce domaine, des cas exemplaires de désertion sont devenues des figures tutélaires comme celle, récurrente, d'Alexandre Grothendiek, mathématicien brillant en conflit avec l'institution scientifique à cause de ses principes écologistes et antimilitaristes. La symbiose entre recherche scientifique, intérêts industriels et institutions belliqueuses qu'il critiquait au milieu de la Guerre Froide n'a pas cessée de structurer, plus ou moins explicitement, l'écosystème au sein duquel chercheur·euse·s et ingénieur·e·s⁶ se retrouvent aujourd'hui à travailler. Ces mêmes préoccupations extrêmement contemporaines – le refus de la guerre jusqu'à sa forme plus ordinaire, la compétitivité quotidienne, et le souci environnemental – caractérisent les mouvements de désertion actuels.

Selon le théoricien Franco « Bifo » Berardi (auteur en 1970 d'un essai ayant fait date, *Contro il lavoro*), même la pandémie dépressive qui frappe les nouvelles générations peut être considérée comme une « désertion psychique », un état au diapason de « l'épuisement des ressources physiques et nerveuses qui a rendu possible l'histoire de la civilisation », une opposition active à « l'obligation de la croissance, de la production, de la procréation »⁷. Face au malheur dépressif perçu massivement, pour le penseur transalpin, désertir constitue une alternative désirable au défouloir identitaire et fasciste toujours aux aguets et prêt à capitaliser sur la frustration et les peurs. En ce sens, Berardi permet de rappeler avec netteté l'enjeu central qu'il y a à penser la question des affects du point de vue politique, quand le désespoir et la souffrance ont bien plus à voir avec les conditions de vie qui sont les nôtres, qu'avec un simple ressentiment individuel.

La tentation de voir hâtivement une équivalence entre désertion et défaite est bien incarnée par la réaction du directeur d'AgroParisTech, Laurent Buisson, qui identifiait une attitude « fataliste » parmi ses étudiant·e·s : « Ne vous mettez-vous pas en retrait. Oui, c'est compliqué, oui, c'est difficile, oui, on va encore rencontrer des échecs, mais restez positifs, sans tomber bien sûr dans un optimisme béat »⁸. À rebours d'incitations comme celles de la journaliste Célia Izoard (« merci de changer de métier » !)⁹, Buisson exhortait ses diplômé·e·s à valoriser « les connaissances, les sciences, l'innovation et les nouveaux usages » avec un arrière-goût de techno-solutionnisme, et semblait rater la problématisation politique de ces mêmes secteurs mis en lumière par les déserteur·euse·s. Et si le fatalisme était plutôt du côté de ceux qui contribuent à la reproduction du statu quo, sans chercher d'autres manière de vivre, de produire et de s'organiser ? Et si l'abandon n'était pas un symptôme d'impuissance, mais au contraire la prémisse d'une possibilité nouvelle de choisir et d'agir ? Pourquoi ne pas voir dans la désertion un geste de « désarmement » (pour le dire avec les Soulevements de la terre) ?

Le périmètre de la « désertion »

Comment définir les gestes et les réflexions auxquelles nous avons choisi de prêter attention ? En observant les cas médiatiques mais également en donnant la parole aux collectifs qui animent les mouvements en question, nous avons rencontrés une panoplie de termes récurrents, parfois

⁶ L'étude du cas grenoblois par les enquêtes engagées du Groupe Grothendiek le démontre : *L'université désintégrée. La recherche grenobloise au service du complexe militaro-industriel*, Grenoble, Le monde à l'envers, 2021.

⁷ Franco « Bifo » Berardi, *Disertate*, Palerme, Timeo, 2023, p. 155 et 159.

⁸ Florent Vairet, « Le directeur d'AgroParisTech répond aux 8 étudiants « déserteurs » : « Ne soyez pas fatalistes ! », *Les Echos Start*, 17/5/2022.

⁹ Son court essai s'adressait en particulier aux secteurs de l'automatisation et robotisation : Célia Izoard, *Merci de changer de métier. Lettres aux humains qui robotisent le monde*, Montreuil, Editions de la dernière lettre, 2020.

contradictoires (au moins en partie). Les premiers paragraphes de notre texte ont mis l'accent sur le terme « désertion », qui souligne surtout une rupture de l'adhésion à une organisation à la fois indigne de notre confiance, et se prêtant peu ou pas du tout à une réforme interne. En ce sens, « désertion » peut être rapporté à une impossibilité de réformer patiemment, tout autant qu'à révolutionner intégralement notre système socio-économique (bien que certains collectifs mobilisent l'idée d'une révolution radicale sur le long terme). Les résonances écologiques de ces raisonnements – qui pourraient paraître proches des secteurs de la collapsologie, moins individualistes et survivalistes – s'articulent aux échos antimilitaristes du terme « désertion », dont le refus de la guerre n'exclut pas, loin s'en faut, celui d'une lutte politique.

Nous pourrions philosopher sur ce que signifie, parfois en creux, cet appel à désertion. Car les appels au désert (ces appels à désertion le monde matériel pour retrouver les mondes en soi), les traditions métaphysiques et mystiques du monde entier les ont documentés depuis des siècles. Et ces récits nous ont appris que tourner le dos à la vie sociale pour s'adonner à l'errance ne peut se faire que dans la solitude de la quête. Certes, nous pouvons affirmer ici sans sourciller que ces jeunes ingénieur·e·s n'ont que très peu à voir avec les pères du désert ou les derviches tourneurs. Néanmoins, l'ambiguïté polysémique contenue dans cet « appel au désert/à désertion » nous indique au moins trois temporalités partagées : il faut quitter, il faut errer, puis il faut ouvrir une autre voie que celle qui nous était destinée.

« Cette voie toute tracée », tout comme sa remise en cause, peuvent s'adosser à des privilèges matériels très éloignés du dénuement ascétique. Alors, la désertion est-elle un privilège ? Une réponse affirmative trop péremptoire pourrait paraître simpliste, bien que les critiques formulées dans les milieux militants à propos d'un certain mythe du déserteur (en particulier dans l'ingénierie) aient des bases justifiées¹⁰. S'il existe un risque d'individualisme résilient et d'un choix favorisé par une sécurité symbolique et économique, nous pouvons également identifier des conditions concrètes d'efficacité politique de ces décisions. D'une part, la désertion peut générer des temps et des énergies pour des formes de militance et d'organisation alternative, temps qui sont soustraits à la reproduction des structures socio-économiques indésirables et nécessitant du travail de ces cadres en fuite. D'autre part, nous pouvons nous poser la question d'un « accès à la désertion » plus général, qui signifie également droit aux questionnements et aux expérimentations, dont les possibilités matérielles pourraient être garanties par les institutions publiques.

Les allocations sociales, comme le RSA ou le chômage, constituent un élément de réponse qui demande un renforcement plutôt que l'affaiblissement acharné vu à l'œuvre à plusieurs reprises : le soutien à l'arrêt de métiers problématiques et à la recherche d'alternatives demande la garantie d'une forme de subsistance digne. En plein milieu de la pandémie, à ce propos, un groupe d'intellectuel·le·s écologistes avait rédigé une liste de « Propositions pour un retour sur Terre », où apparaissait l'idée d'un Revenu de Transition Écologique (RTE) voué à soutenir l'abandon d'activités nuisibles pour s'engager dans d'autres, « orientées vers l'écologie et le lien social » – en sachant que « la rémunération de ces activités (par exemple : agroécologie, permaculture, artisanat, low-tech) par le marché est souvent bien inférieure à leur valeur réelle »¹¹. Dans l'attente de projets

¹⁰ Voir par exemple le pamphlet : Anne Humbert, *La désertion ne fait pas partie de la solution... mais du problème*, Grenoble, Le monde à l'envers, 2023. Ou l'article pseudonyme : Luki Fair, « L'ingénieur, le désert et la politique. Notes sur les ingénieurs sortis trop tôt du doute », *LundiMatin*, 5 octobre 2023

¹¹ Dominique Bourg, Philippe Desbrosses, Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Xavier Ricard-Lanata, Pablo Servigne

plus ambitieux tels que le revenu universel, ce genre d'initiatives peuvent constituer un moteur de démocratisation de l'abandon de positions professionnelles insoutenables personnellement et toxiques pour les environnements sociaux et naturels.

Soustraction, transition, bifurcation

En défendant l'idée que « nous devons apprendre à mettre aux bilans de nos plus grands accomplissements ce que nous avons *réussi à ne pas faire* », Yves Citton propose au sujet d'un tel revenu garanti le concept d'« infrastructures de soustraction », en tant que dispositifs qui nous aident à démanteler certaines réalités négatives en valorisant ce démontage¹². « Soustraire la publicité de nos réseaux de communications, soustraire beaucoup de viande de nos régimes alimentaires, soustraire les voyages en avion de nos projets de tourisme », dit-il, et nous pourrions ajouter : soustraire de la main d'œuvre qualifiée à des secteurs indésirables et dysfonctionnels de la connaissance et de la production. Dans cette acception, l'idée de « soustraction » donne une profondeur organisationnelle et stratégique à l'instinct de la désertion.

La question de la « transition » (et ses sœurs, comme celle de la reconversion) convoquent des imaginaires qui pourraient s'avérer incompatibles avec l'horizon déserteur. Les limites de « l'illusion téléologique de la transition » ont été mises en lumière récemment grâce aux recherches sur le domaine énergétique menées par l'historien Jean-Baptiste Fressoz. Ces études l'ont poussé à qualifier ce concept issu de « l'âge atomique » comme « l'idéologie du capital au XXI^e siècle » : « grâce à elle [la transition], le mal devient le bien, les industries polluantes, des industries vertes en devenir, et l'innovation notre bouée de sauvetage »¹³. Cette méfiance envers le *greenwashing* des discours « transitionnistes » est partagée par les collectifs qui se reconnaissent dans le geste de la désertion, et qui peuvent préférer des idées comme celle de la « bifurcation », certes non dépourvue de connotations problématiques, mais indiquant une transformation nette. Ce terme a connu un certain succès dans les dernières années, notamment sous l'impulsion d'auteurs comme le philosophe Bernard Stiegler ou, plus récemment, l'économiste Cédric Durand et le sociologue Razmig Keucheyan¹⁴. Au premier abord, le parti pris d'une planification écologique – synonyme d'une temporalité constructive longue et l'engagement des institutions en son sein – ne semble pas renvoyer directement à l'idée de désertion, plus proche de formes d'auto-organisation spontanée et d'une urgence subversive. Néanmoins, la contradiction apparente entre désertion et bifurcation n'est pas absolue et pourrait aussi cacher des possibles relations de complémentarité. Il nous semble nécessaire de penser collectivement ces tensions organisatrices, et structurer politiquement ces ambivalences constitutives.

Hériter, s'allier

Dans un dialogue entre Donna Haraway et les philosophes belges Isabelle Stengers et Vinciane Despret, toutes trois réaffirment la nécessité d'en finir avec une forme d'innocence qui refuserait

et Sophie Swaton, « Propositions pour un retour sur Terre » (avril 2024) : <https://www.goodplanet.info/2020/04/16/propositions-pour-un-retour-sur-terre/>

¹² Yves Citton et Anne Querrien. « Le revenu universel, pour faire quoi ? », *Multitudes*, n° 86, 2022, pp. 120-129, p. 126

¹³ Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, Paris, Seuil, 2024, p. 199 et 332/333

¹⁴ Voir : Bernard Stiegler (éd.), *Bifurquer. Il n'y a pas d'alternative*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2020 ; Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Paris, La découverte, 2024.

l'inconfort de positions irréconciliables¹⁵. De leur point de vue, il est impératif de s'adonner à une pensée qui accepte de « reconnaître en elle-même le sentiment de souffrance que deux choses simultanément vraies et impossible à harmoniser peuvent créer »¹⁶, et accepter de tenir des positions dans lesquelles il va falloir faire alliance avec certains adversaires, et parfois trahir des parts de soi-même. Chercher à « trouver dans chaque histoire, une fin qui dépasse les conflits¹⁷ », c'est nécessairement compromettre l'innocence de la situation, par l'invisibilisation des dynamiques relationnelles et des rapports de force qui l'ont fait naître. Elles rapportent l'innocence à la question de l'héritage, en affirmant que ce dernier perd tout son pouvoir transformateur dès lors qu'il est effacé derrière la notion de choix. Car « il ne s'agit pas de choisir, il s'agit d'hériter, c'est-à-dire de construire l'héritage de telle sorte qu'il nous rende capables de répondre à, et de, ce dont on hérite¹⁸ ».

Regarder ces désertions du point de vue du lègue – et non plus de la seule affirmation d'une décision collective – signifie rendre visible le lieu de l'innocence (au sens étymologique de « ne pas (trop) nuire ») et pouvoir accéder à ce qui, en partie, s'y joue. Et ce qui semble être travaillé dans cet espace, c'est la (difficile) articulation entre une action politique marquée par des désirs de « solidarité avec les groupes opprimés dans le rapport de classe¹⁹ », et le juste exercice des privilèges matériels permettant dans les faits cette solidarité. La simple proclamation d'une position et son dévoiement ne pouvant, à elles seules, se substituer à une orientation programmatique claire : il s'agit de s'opposer aux structures aliénantes, ou de les renforcer.

La proposition d'*en finir avec l'innocence* (au sens de pureté absolutiste) serait de dire : maintenant que vous tournez le dos à vos prédestinations, vous devez néanmoins en accepter l'héritage, et faire face à vos nouveaux·elles ami·e·s dans la sincérité de ce qui vous constitue. Ainsi, au mal-être voire à la souffrance psychique qui avait motivé *le choix de bifurquer*, devrait se substituer un inconfort, charnellement perceptible et affectivement politique. Peut-être est-ce cela, la *transition*, et plus encore sans doute est-ce bien cela, *faire alliance*.

La nécessité de former des alliances politiques et stratégiques, dramatiquement au goût du jour²⁰, nous donne accès à des espaces de conflictualités qu'il est habituellement bien plus difficile de percevoir pleinement. Faire alliance équivaut à se mettre en danger, ou tout au moins se déstabiliser ne serait-ce qu'un peu, accepter de trébucher sur sa position pour agripper la main tendue par un·e adversaire, ou soi-même tendre le bras vers un·e camarade qui en aurait besoin. Dans ce qui semblait être une acception opposée, *désertier* signifierait abandonner, fuir, renoncer à être ou à faire soutien, dans ce qui nous reliait aux autres ou nous adossait aux fondations. Mais dans les deux cas, il est question de loyauté et d'allégeance, d'inconfort et d'émancipation, de renoncement et de solidarité.

¹⁵ Vinciane Despret, *En finir avec l'innocence. Dialogue avec Isabelle Stengers et Donna Haraway*, in Elsa Dorlin & Eva Rodriguez (dir), *Penser avec Donna Haraway*, Paris, PUF, 2012.

¹⁶ *Ivi*, p. 34

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ *Ivi*, p. 38

¹⁹ Voir par exemple les réponses au « questionnaire aux collectifs qui accompagnent les désertions » par VNPS, dans le présent dossier

²⁰ Nous écrivons ce texte en plein entre-deux tour des législatives anticipées de 2024 lui conférant, par la force des choses, une tonalité particulière.

Les déserteur·ice·s défont des loyautés pour recréer des alliances ailleurs, sur d'autres fronts, souvent avec d'autres qui ne sont pas des *mêmes* (ou en tous cas dont la mêmété est plus inaccessible, moins lisible de prime abord). À bien y regarder, désertre pourrait revenir, au moins pour partie, à renoncer à une part d'innocence-pureté : c'est-à-dire, à cesser de fermer les yeux sur les mécanismes qui nous meuvent et les rapports de pouvoir en présence qui nous traversent.